

les contradictions entre la masse et les chefs socialistes. Oh ! l'Union se différenciera bien des trotskistes orthodoxes, mais le tout portera sur des vétilles (position mécanique de la Ligue, abstraite, enfantine pour ce qui est de la constitution des milices, etc...).

Lorsque, dans la région parisienne, se fera jour un courant pour le front unique, l'Union chantera victoire : c'est un succès pour le mouvement oppositionnel de gauche « trotskiste ». Cela serait d'ailleurs prouvé, entr' autre, par l'opposition de Doriot au sein du P. C.

Mais, en avril 1934, l'Union sera possédée par le désir de combattre un fascisme sans cesse croissant. Elle verra avec satisfaction la gauche socialiste prendre une attitude révolutionnaire. Allons ! L'heure a sonné pour contraindre toutes les organisations à réaliser un front unique permanent dans les Comités Antifascistes, ainsi qu'à lutter pour une seule milice en France : pour l'organisation organique du front unique. Mais, cette fois-ci, elle devra aussi lutter contre le « sectarisme » des trotskistes effectuant un front unique avec la S.F.I.O. sans vouloir accepter la collaboration de l'Union, quantité négligeable.

Le cas Doriot, qui se posera vers cette époque, verra l'Union procéder, avec la science des « parfaits léninistes », devant une situation trouble. Nous nous trouvons devant un pas progressif avec des aspects négatifs, expliqueront-ils dans le n° 5 de « l'Internationale ». Ce profond critère, cette analyse magistrale, devait permettre à l'Union d'accréditer les louches manœuvres de Doriot (pour autant que ses positions touchaient des couches d'ouvriers) lorsque ce dernier lança sa fumisterie des Assises du Travail. En parfaits léninistes, les camarades de l'Union mettront Doriot « au pied du mur » en écrivant : « Nous apportons intégralement l'adhésion de l'Union Communiste ». (« Internationale », n° 6).

Quelque temps après, il faudra déchanter. L'Union devra constater que « Doriot rompt avec le communisme ». Les aspects négatifs et positifs avaient conduit à zéro.

La première période se clôture donc par une similitude de positions entre l'Union et la Ligue trotskiste, ce qui permit à celle-ci de proclamer plusieurs fois que la Ligue Communiste était la mieux placée (sans doute grâce au prestige de Trotsky ?) pour œuvrer au rassemblement des « marxistes-léninistes ». Qu'il s'agisse du front unique ou de la démocratie bourgeoise ou même de la Russie, l'Union répètera, avec quelques nuances spécifiques, les lieux communs trotskistes. Devant la réalisation du bloc socia-

lo-centriste, l'Union reprendra le cliché du « négatif et du positif ». C'est un événement avec des éléments négatifs (le pacte est un bloc dirigé contre les oppositionnels, etc...), mais aussi avec des éléments positifs (enthousiasme du prolétariat qui permet d'espérer une recrudescence de la vie politique des masses). Bien entendu, les éléments positifs (?) peuvent seulement apparaître avec le « regroupement des marxistes-léninistes ». Au sujet de la démocratie, l'Union, bien qu'opposée à la défense de la République Française, écrira, dans le n° 7 de « l'Internationale », qu'elle est pour la défense des libertés démocratiques menacées, c'est-à-dire avouera-t-elle, pour la défense d'une partie de la démocratie bourgeoise (?).

Enfin, au sujet de la Russie et de sa politique extérieure, l'Union écrira (n° 6), que c'est peut-être une nécessité pour l'U.R.S.S. d'intervenir dans la politique mondiale et de rechercher des accords avec des impérialismes pour se défendre contre d'autres impérialismes. « Mais alors, ayons le courage de dire qu'il ne s'agit pas de « défendre la paix » et la S. D. N. ».

Il est donc évident que rien de fondamental ne sépare, à cette époque, les camarades de l'Union du groupe trotskiste. Si, avec ce dernier, existent d'autres divergences que les quelques vétilles signalées, c'est là un problème qui ne préoccupe pas alors l'Union. Ce qu'elle veut, c'est le « rassemblement des marxistes-léninistes » contre lequel travaillent les trotskistes officiels.

Et c'est ainsi que nous entrerons dans la seconde période. L'Union, qui s'était déjà opposée à la liquidation du groupe trotskiste dans la S.F.I.O., enregistre le fait accompli. Désormais, c'est elle l'héritière de la Ligue : le nouvel axe du « rassemblement des marxistes-léninistes ». Pour l'Union, il ne s'agira pas d'établir un bilan de faillite pour ses propres conceptions, mais d'acter la fin de la Ligue Communiste. Néanmoins, comme elle tient à se différencier de la nouvelle gauche S. F. I. O., l'Union découvrir, enfin, dans le n° 8 de « l'Internationale », un divorce interne au sein du trotskisme, datant de 1928 et portant sur ses idées et sa pratique. Là résiderait l'explication de la capitulation.

Certes, l'Union avait le droit d'affirmer pareille chose, mais pourquoi, dans ce cas, ne pas reviser également le divorce entre les idées et la pratique de l'Union ?

Fin 1934, l'Union, qui semble avoir rompu avec les trotskistes, reste cependant encore fidèle à un front unique qui, négatif ou positif, n'est pas très loin de zéro. Malgré l'établissement du bilan de faillite du bloc socialo-centriste, « l'Internationale » (n° 9), écrira : « L'Union

Communiste a soutenu et soutient encore que le front unique est le seul moyen de barrer la route au fascisme et d'ouvrir la voie vers le pouvoir au prolétariat ».

Le problème de la Sarre, qui se posa peu après, nous apporta la preuve qu'idéologiquement la rupture avec le trotskisme était loin d'être faite. Puisqu'il fallait choisir entre la démocratie et le fascisme, l'Union ne pouvait qu'enfourcher le cheval du statu quo. Nous ne reviendrons plus ici sur la conception particulière de la lutte antifasciste que l'Union rattacha au problème sarrois : nous l'avons examinée dans le n° 10 de « Bilan ».

Nous ne pouvons évidemment passer sous silence le premier résultat de la campagne de « regroupement » de l'Union. Au mois de mars 1935, des débris trotskistes, « Le Prolétaire d'Avant-Garde », fusionnèrent avec l'Union. La base de cette fusion était que tous deux travaillaient au rassemblement des marxistes. Quelques mois plus tard, en mai 1935, on pouvait lire dans « l'Internationale » un laconique : « Séparation ». L'expérience prouvait que « le regroupement des marxistes-léninistes est une œuvre difficile dans une période où le passé pèse lourdement sur tous les militants ». La cohabitation s'avérait donc impossible. Et re-scission. Les événements obligeaient l'Union à ajouter au petit mot : « rassemblement », l'autre petit mot : « clarification » et à reconnaître son erreur. Au point de vue syndical, l'Union aura trois positions différentes. Au début de son existence, le Congrès de fusion des deux Centrales. Ensuite, la fusion des Fédérations, en opposition aux syndicats uniques des centristes, comme moyen de pression sur la C.G.T. Enfin, la rentrée en bloc dans la C.G.T. et la constitution d'une minorité révolutionnaire. En aucun cas, le problème de la fusion ne sera posé en liaison avec celui des fractions syndicales. L'Union ne parviendra pas à comprendre que le peu de répercussions de ses positions parmi les ouvriers ne lui permet pas de décider si la fusion peut ou non se faire par tel ou tel autre raccourci. La seule chose qui dépendait d'elle, eut été de maintenir une position de classe n'acceptant aucune responsabilité dans une fusion faite par les réformistes ou centristes, une position consistant à lutter pour la fusion sur la base d'un programme revendicatif et du droit des fractions syndicales. Au moins cette position aurait pu éclairer quelques ouvriers, car elle aurait réagi au mythe de l'unité pour l'unité. Mais les conceptions « léninistes » de l'Union l'empêchaient de voir la réalité des problèmes, alors qu'il fallait suivre le revirement de l'opinion ouvrière se lassant et se désintéressant des polémiques entre C.G.T. et C.G.T.U.

En avril 1935, après les profondes attaques des cabinets Doumergue et Flandin contre le prolétariat, quand déjà, clairement, ressortait la véritable fonction du front commun, l'Union ne peut s'arrêter de crier « au loup », d'alerter contre le fascisme « menaçant ». Malgré la décevante expérience du front commun, l'Union ne voudra rien comprendre. Elle dira toujours : nous sommes pour le front unique, mais notre front unique sera celui des 3.000 comités de lutte antifasciste surgi après le 6 février. Le bloc socialo-stalinien a détruit ce réseau, mais les comités de lutte où prennent place toutes les organisations ouvrières doivent renaître.

Nous ne voulons pas examiner ici la conception du front unique dans les comités antifascistes. Certainement, après le 6 février, il en surgit où des ouvriers exprimèrent le vif désir de s'opposer au capitalisme. Mais n'oublions pas qu'en leur sein trouvèrent place la Ligue des Droits de l'Homme et bon nombre d'autres républicains ; qu'en dernière analyse, ils furent plutôt des éléments qui empêchèrent les ouvriers de mettre en branle leurs syndicats pour la défense de leurs intérêts de classe et en opposition aux cris contre un fascisme imaginaire. Mais passons. Dans sa deuxième phase, l'Union reste fidèle au front unique : c'est là ce qui importe.

Nous voici maintenant devant la troisième période de l'évolution de l'Union, celle qui se continue aujourd'hui.

Après la déclaration de Staline, l'Union participera au nouveau Zimmerwald de « La Révolution Proletarienne » où se trouveront des trotskistes, des militants de l'Enseignement, des pacifistes, etc... A cette occasion, elle sortira sa vieille rengaine du « rassemblement », mais contre l'Union Sacrée. Bien entendu, elle stipulera qu'il s'agit d'un front unique contre l'Union Sacrée et non de s'entendre pour former le nouveau parti. Cette fière déclaration n'empêchera pas l'Union de déclarer dans le compte rendu de la Conférence de Saint-Denis (« Internationale », n° 18), que son échec prouve qu'il n'est pas possible d'y jeter les bases d'un nouveau parti. Nous aimons mieux ne pas parler des tribulations de la Conférence de Saint-Denis à laquelle nous n'avons pas voulu assister. Le fait est que l'Union, après être entrée dans le comité d'organisation de celle-ci, publia son manifeste qu'elle refusa de signer (avec raison d'ailleurs), sans expliquer pourquoi elle faisait partie du comité. Un mois plus tard, nous comprendrons tout. Ce comité était impuissant, lisons-nous dans « l'Internationale », du fait des tentatives des différentes organisations qui s'y trouvaient, pour voiler les divergences. En outre, lors du conflit italo-abysin,